

# Réseaux européens de territoires: l'apport du numérique «ouvert»

Depuis la promesse d'une société en réseau<sup>1</sup>, la transition numérique bat son plein à tous les échelons de l'organisation humaine. Dans cette dynamique, en quoi le développement de solutions numériques «ouvertes» peut-il renforcer la capacité d'innovation sociale des territoires et favoriser le partage de bonnes pratiques et d'expériences entre les pays?

**Katalin Kolosy (AEIDL) et Denis Pansu ([Fing](#))\***

En Europe, le niveau de maturité des usages en *open data* par État membre est mesuré depuis 2015. En 2018, la France apparaît dans le peloton de tête avec Chypre, l'Irlande, l'Espagne et l'Italie<sup>2</sup>. Certaines villes et certains pays européens, pionniers, utilisent ces technologies pour coopérer et se fédérer en réseaux.

Mais les écarts de pratiques restent importants d'un pays et d'un territoire à l'autre. Que l'on se situe au sein d'une entité administrative, d'un quartier de banlieue ou d'une vallée de montagne, la relation établie entre les différentes parties prenantes - habitants, élus, services publics, entreprises - repose sur une multitude de modes opératoires forgés au fil du temps selon le contexte culturel, géopolitique et institutionnel de la région. En Suède par exemple, la citoyenneté locale est façonnée par une culture développée au cours des siècles privilégiant les relations entre citoyens et fondée sur le sens du collectif. Dans d'autres régions d'Europe, la tradition syndicaliste perpétue les actions de terrain qui façonnent l'avenir en matière d'emploi et de mobilité.

## Améliorer la qualité de service dans les territoires

Les outils numériques s'appuient sur ces dynamiques locales pour renforcer l'action publique: c'est le cas notamment des «[smart villages](#)» qui proposent un bouquet de services numériques à leurs citoyens. Ces «territoires de projet»<sup>3</sup> reçoivent de longue date un appui politique et financier des institutions européennes, qu'il s'agisse de zones transfrontalières, rurales ou urbaines. Tous ces dispositifs ont des budgets dédiés à l'assistance technique pour la mise en réseau des bénéficiaires et génèrent une multitude de données : publications multilingues, inventaires de bonnes pratiques ou échanges d'information via les réseaux sociaux<sup>4</sup>...

Ainsi, avec l'appui d'[URBACT](#), la ville d'Eindhoven aux Pays-Bas a élaboré une charte sur les usages de l'internet des objets dans la ville, intitulée «[Smart Society Charter](#)». Les principes de cette charte ont été conçus de manière collaborative avec les habitants, les élus, les entreprises et les chercheurs.

<sup>1</sup> Manuel Castells, *La société en réseau. L'ère de l'information*, 1998 (ouvrage original en anglais paru en 1996).

<sup>2</sup> [https://www.europeandataportal.eu/sites/default/files/edp\\_landscaping\\_insight\\_report\\_n4\\_2018.pdf](https://www.europeandataportal.eu/sites/default/files/edp_landscaping_insight_report_n4_2018.pdf) (p.98)

<sup>3</sup> Raymond Lacombe, fondateur de *Sol et Civilisation*, disait: «*Il n'y a pas de territoire sans avenir. Il n'y a que des territoires sans projet*» (1994).

<sup>4</sup> Voir notamment les régies des programmes INTERREG (<https://www.interregeurope.eu/>), URBACT (<http://urbact.eu/>), Urban Innovative Actions (<https://www.uia-initiative.eu/fr>), LEADER ([https://enrd.ec.europa.eu/leader-clld\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/leader-clld_fr)), FARNET ([https://ec.europa.eu/fisheries/cfp/eff/farnet\\_fr](https://ec.europa.eu/fisheries/cfp/eff/farnet_fr))

Toujours soutenu par URBACT, [Card4all](#) et sa devise «la ville en poche» est un réseau de partage de solutions innovantes par le biais d'une carte citoyenne, lancée à Gijon (Espagne) en 2002. Les villes partenaires peuvent recueillir des informations pour améliorer leurs services et les utiliser dans le cadre de processus participatifs. La carte citoyenne est utilisée pour favoriser l'inclusion sociale, le commerce de proximité, la mobilité douce et les modes de vie durables.

## **Agir pour la transition écologique**

D'autres approches collectives et «ouvertes» reposant sur la capacité d'essai d'actions concrètes, sont au service de la transition écologique. Ce mouvement est mondial<sup>5</sup>, avec des déclinaisons continentales et nationales.

En Europe, le réseau [ECOLISE](#) s'efforce d'améliorer la visibilité de l'action locale en faveur du développement durable et de la lutte contre le dérèglement climatique en favorisant les échanges, la coopération, l'amélioration et le partage des connaissances entre citoyens-acteurs européens.

En France, un portail fédère un ensemble d'initiatives citoyennes et solidaires de la transition écologique<sup>6</sup>. Parmi ses adhérents, [Énergie partagée](#) soutient l'émergence et le développement de projets de production d'énergie renouvelable portés et maîtrisés par les citoyens et les territoires. En Normandie, l'association [Énerterre](#) est engagée dans un chantier solidaire d'envergure européenne avec l'appui de différents financements, dont le programme Erasmus+. Il s'agit de promouvoir et modéliser l'auto-réhabilitation accompagnée et partagée comme moyen de lutte contre le mal-logement en Europe.

Les outils numériques créent une forte valeur ajoutée dans le cycle du projet: ils accélèrent la mise en commun des idées et des propositions.

## **La transformation numérique bâtit l'Europe de demain**

La portée de la transformation numérique sur les territoires et leurs réseaux est exponentielle et s'accélère encore avec le déploiement de l'intelligence artificielle, introduisant des innovations de rupture comme l'Internet des objets ou le *Cloud computing* et des innovations sociales comme celle que constitue, par exemple, la création du [Collectif des hébergeurs alternatifs, transparents, ouverts, neutres et solidaires](#).

Cette transition numérique génère une double opportunité pour les territoires. La première est de faire partie de réseaux hybrides, en termes d'accès aux solutions mixtes d'infrastructures prônées par les opérateurs mais aussi d'un point de vue organisationnel et culturel, avec l'évolution des métiers et de leur capital créatif. D'autre part, s'engager dans l'ère des réseaux ouverts en investissant dans de nouvelles formes de coopération et de mutualisation permet de développer un accès plus équitable aux initiatives publiques tout en sécurisant leurs usages.

Plus qu'une posture technologique, il s'agit ici d'un état d'esprit pour fabriquer l'Europe de demain, ouverte et diverse.

(\*) *Cet article est d'abord paru dans **La Tribune Fonda**, n°241, mars 2019.*  
<https://fonda.asso.fr/ressources/reseaux-europeens-de-territoires-lapport-du-numerique-ouvert>

---

<sup>5</sup> <http://transitionnetwork.org/>

<sup>6</sup> <https://www.entransition.fr/>